

PLAN D'ACTION 2016-2017 DU FORUM AFRIQUE-CANADA

Table des matières

1. Nouveau contexte et nouvelle structure pour les groupes de travail régionaux	3
Nouveau programme mondial	3
Contexte politique canadien	3
Mission des groupes de travail régionaux	3
Nouvelle structure des groupes de travail régionaux	4
2. Le plan de travail 2016-2017 du FAC	5
Description	5
Mission	5
Mandat	5
1) Coordination et fonctions essentielles	6
2) Activités d'apprentissage	6
i. Colloque annuel (continuation)	6
ii. Activités d'apprentissage et causeries-midis (continuation)	7
iii. Atelier de stratégie parlementaire (nouveau 2016)	7
iv. Atelier sur les médias sociaux pour les groupes de travail régionaux (nouveau 2016)	8
v. Ateliers sur les droits LGBTQI en Afrique, en Asie et en Amérique (nouveau 2017)	Error! Bookmark not defined.
vi. Atelier sur le consentement préalable libre et informé en Asie, en Afrique et en Amérique (nouveau 2017)	Error! Bookmark not defined.
vii. Atelier sur l'approche fondée sur les droits de la personne en Asie, en Afrique et en Amérique (nouveau 2017)	8
viii. Autres activités d'apprentissage	8

3) Recherche et analyse	8
4) Dialogue et consultation	9
Rencontres	9
i. Dialogue avec le secteur de l’Afrique à AMC	9
ii. Rencontre avec l’Association parlementaire Canada-Afrique	10
5) Plaidoyer	100
6) Communications et sensibilisation	11
i. Calendrier (nouveau)	11
ii. Twitter (nouveau).....	11
iii. Facebook (nouveau).....	12
iv. Gabarit et outils de courriel (nouveau)	12
v. Autres outils de communication en ligne (nouveaux et existants)	13
ANNEXE 1 – Termes de référence du Comité de coordination du Forum Afrique-Canada	14
ANNEXE 2 – CALENDRIER DES ACTIVITÉS.....	16
ANNEXE 3 - Liste des membres du Forum Afrique-Canada	Error! Bookmark not defined.



1. NOUVEAU CONTEXTE ET NOUVELLE STRUCTURE POUR LES GROUPES DE TRAVAIL RÉGIONAUX

Nouveau programme mondial

En septembre 2015, les États membres des Nations unies ont adopté les objectifs de développement durable (ODD) et le Programme 2030. Exhaustif et intégré, celui-ci allie les trois piliers que sont l'économie, l'environnement et la société dans le but ultime de mettre fin à la pauvreté et aux inégalités d'ici 2030, le tout en faisant la promotion des droits de la personne. C'est donc un programme ambitieux et universel : il touche tous les êtres humains, partout dans le monde. Pour le réaliser, toutes les parties prenantes devront mettre la main à pâte, et elles devront modifier considérablement leur démarche pour en soutenir la visée transformatrice.

Les leaders mondiaux se sont retrouvés en décembre 2015, et ont conclu une entente sur les changements climatiques pour l'après-2020, l'Accord de Paris, un pacte historique en vertu duquel 195 pays s'engagent à réduire leurs émissions et à mettre progressivement en place une économie axée sur les énergies propres. Le temps est maintenant venu pour le Canada et ses citoyens de traduire cet accord international en véritable changement, au pays comme à l'étranger.

Contexte politique canadien

À cette redéfinition du contexte de la coopération internationale au développement s'ajoute l'arrivée au pouvoir d'un nouveau gouvernement fédéral, qui rouvre la porte à la consultation, à l'élaboration de programmes, à la révision de politiques et au leadership dans les grands dossiers internationaux qui occupent le secteur.

La ministre du Développement international et de la Francophonie, Marie-Claude Bibeau, a donné en mai 2016 le coup d'envoi à une série de consultations auprès des organismes de développement international et d'aide humanitaire et d'autres joueurs canadiens. L'objectif : créer un nouveau cadre de politiques et de financement qui guidera les décisions du Canada en matière d'aide internationale. Par l'entremise du Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI), les groupes de travail régionaux ont joué un rôle clé dans ces consultations en tenant des rencontres avec les représentants d'Affaires mondiales Canada (AMC), lesquelles ont abouti à la formulation de recommandations au gouvernement dans le [mémoire du CCCI](#) et dans celui du [Groupe d'orientation politique pour les Amériques](#) (GOPA).

Mission des groupes de travail régionaux

Les groupes de travail régionaux offrent un espace collaboratif pour l'apprentissage, l'analyse, le travail d'orientation politique et l'action sociale en lien avec les questions de développement et de droits de la personne dans leurs régions respectives.

Les 9 et 10 juin, le Forum Afrique-Canada (FAC) a tenu à Ottawa sa première assemblée en personne de l'année. La première journée, les membres du FAC se sont divisés en groupes de discussion stratégique pour suggérer des activités à réaliser en 2016-2017. Les participants ont souligné que l'intérêt des groupes de travail régionaux réside dans le dialogue collectif et les activités de revendication auprès du gouvernement et d'autres instances.

Ces éléments ont aussi été soulevés dans le sondage 2015 auprès des membres du CCCI. Les répondants ont eux aussi signalé l'important rôle que jouent les groupes de travail en organisant des activités d'apprentissage qui leur permettent d'échanger sur les expériences et les leçons apprises en matière d'orientation politique et de programmation.

À la lumière des résultats du sondage et du nouveau contexte politique au Canada, **nous estimons qu'au cours du présent exercice fiscal, les groupes de travail régionaux devraient concentrer leurs efforts sur l'organisation de rencontres en personne et la poursuite du dialogue avec Affaires mondiales Canada.** Ces rencontres aideront à stimuler l'engagement des membres, à tisser des liens avec les représentants d'AMC et à outiller les membres des groupes régionaux pour la création et la direction de projets et d'initiatives.

Nouvelle structure des groupes de travail régionaux

Une nouvelle structure a été adoptée en 2016 pour la coordination des groupes de travail régionaux. Auparavant, la tâche était partagée par trois employés à temps partiel dans chacun des trois groupes; l'ensemble des groupes est maintenant coordonné par deux employées à temps plein.

Il est déjà évident que ce remaniement stimule la collaboration entre les groupes de travail, qu'il s'agisse d'organisation d'activités d'apprentissage, de dialogue ou de projets de recherche sur les thèmes transversaux. Cela dit, il sera important de préserver l'identité et les priorités propres à chacun des groupes.

La structure révisée facilite la coordination entre les membres des groupes régionaux, les sous-groupes nationaux, l'agente des groupes de travail régionaux et l'adjointe aux programmes, ce qui permet d'optimiser l'utilisation de ressources humaines limitées.

Agente des groupes de travail régionaux : L'agente coordonne et organise les activités des trois groupes. Elle travaille avec les membres de chaque groupe à l'exécution de leur plan d'action et elle effectue diverses tâches connexes.

Adjointe aux programmes pour les groupes de travail régionaux : L'adjointe apporte un soutien administratif et logistique aux groupes, en plus de collaborer à la recherche et aux communications afin d'assurer le bon déroulement de leurs activités.

Pour être à même de durer, les activités des groupes de travail doivent être menées par les membres. Le rôle de l'agente des groupes de travail régionaux et de l'adjointe aux programmes est d'aider à organiser et à coordonner les divers projets, comme les webinaires, les causeries-midis, les recherches, les lettres aux élus et aux représentants du gouvernement, et les campagnes d'action sociale.

2. LE PLAN DE TRAVAIL 2016-2017 DU FAC

Description

Le Forum Afrique-Canada (FAC) est un groupe de travail du Conseil canadien pour la coopération internationale qui rassemble des ONG, des organisations religieuses, des syndicats et des groupes de solidarité de partout au Canada qui s'intéressent aux questions de développement et de justice sociale en Afrique subsaharienne.

Mission

1. Renforcer la qualité et l'efficacité du travail des groupes participants par la réflexion et l'analyse des programmes actuels en Afrique.
2. Mieux coordonner l'élaboration de politiques et de stratégies d'action et de revendication conjointes, de concert avec les homologues et les partenaires africains.

Mandat

Le mandat du FAC comprend les tâches suivantes :

- Créer des occasions pour la réflexion, le débat et la mise sur pied de plateformes communes.
- Favoriser, chez les groupes membres et leurs partenaires africains, la mise en commun des expériences et des enseignements tirés des enjeux de programmation en vue d'améliorer la qualité et l'efficacité du travail.
- Assurer une veille de l'information, la diffuser et produire des analyses sur des enjeux touchant au développement et aux droits de la personne en Afrique, de concert avec les homologues et les partenaires africains.
- Concevoir des stratégies collectives favorisant le travail d'orientation politique, le dialogue et la revendication auprès du gouvernement canadien et des institutions multilatérales.
- Renforcer la capacité des membres à entreprendre des travaux d'orientation politique sur l'Afrique subsaharienne.
- Conseiller l'équipe Orientation politique du CCCI sur les enjeux politiques en Afrique et les activités pertinentes.
- Assurer une représentation au sein des organes nationaux et internationaux pertinents.

Le plan de travail du FAC se découpe en **cinq grands secteurs d'activité** :

- 1) Coordination et fonctions essentielles
- 2) Communications et échange d'information

- 3) Activités d'apprentissage
- 4) Recherche et analyse
- 5) Dialogue, consultation et action sociale

1) Coordination et fonctions essentielles

Le FAC compte sur un Comité de coordination qui conseille et aide l'agente des groupes de travail régionaux tout au long de l'année. Ce comité se rassemble plusieurs fois par an, principalement pour élaborer les priorités en matière de politiques à la lumière des lignes directrices générales établies par le FAC. Son mandat est présenté à l'annexe 1.

Tous les membres intéressés sont encouragés à se joindre au Comité.
Le Comité se compose actuellement de :

- la coprésidente Wendy Gichuru, de l'Église unie du Canada;
- le coprésident Philip Makutsa, de Vision mondiale;
- la trésorière Hila Oylan, de l'Organisation canadienne pour l'éducation au service du développement;
- les membres de droit David Onyalo, du Congrès du travail du Canada, et Fraser Reilly-King, du CCCI.

L'agente des groupes de travail régionaux entretient des contacts étroits avec le Comité de coordination, le rencontrant **au moins une fois par mois**. L'adjointe aux programmes, elle, communique régulièrement avec les trésoriers des groupes de travail.

La rédaction de documents (rapports de recherche, mémoires, notes de concept, lettres aux représentants gouvernementaux) est menée par les membres avec le soutien de l'agente ou, si cette dernière n'est pas libre, de l'adjointe aux programmes.

Une équipe de rédaction est mise sur pied pour chaque projet de recherche, d'action sociale ou d'engagement des médias. Elle rassemble un ou deux membres spécialistes de la question ainsi que l'agente des groupes de travail régionaux, qui s'occupe de coordonner le travail et d'en diffuser les versions provisoires parmi les membres. La version finale du document doit être approuvée par les coprésidents du Comité de coordination ou, si ces derniers ne sont pas disponibles, par d'autres membres du Comité. Lorsqu'aucun membre n'est en mesure de rédiger le document, l'agente ou l'adjointe aux programmes peut en produire le premier jet, mais seulement si son horaire le lui permet.

2) Activités d'apprentissage

Les activités d'apprentissage des groupes de travail doivent être menées par les membres.

i. Colloque annuel (continuation)

Le colloque annuel portera sur un thème précis, choisi en fonction du plan de travail 2016-2017 et

des commentaires des organisations membres. Sa durée et son programme seront établis dans le respect du budget du FAC. Le colloque est planifié pour le mois de mai 2017 à Ottawa.

Thème envisagé : L'application des objectifs de développement durable (ODD) en Afrique (Agenda 2063 et Programme 2030)

Les conférences principales présenteront la perspective africaine sur le nouveau programme mondial. Le colloque proposera aussi une analyse de l'évolution des conditions propices au développement, du virage vers les ODD et de sa signification pour l'Agenda 2063, et des défis posés par ces deux situations dans la région. Ces réflexions pourraient notamment tenir compte des menaces à la sécurité causées par les acteurs étatiques et non étatiques, des changements climatiques ou de la crise des réfugiés.

L'ordre du jour sera établi par les membres. Voici quelques sous-thèmes proposés : aide publique au développement en Afrique, nouveau cadre de financement et partenariats, secteur privé et développement, leadership chez les jeunes, exploitation minière et questions de genre.

Le colloque pourrait comporter des discussions de groupe sur l'action militante et le dialogue avec les décideurs.

ii. Activités d'apprentissage et causeries-midis (continuation)

Le FAC organisera une série de réunions en personne, de causeries-midis et de webinaires sur divers thèmes des secteurs prioritaires qui sont d'intérêt pour ses membres. Les webinaires sont un excellent moyen de faire connaître le travail des partenaires des membres; ils peuvent s'organiser et être suivis depuis presque partout, ce qui permet de mobiliser les membres de toutes les régions.

Depuis le début de l'exercice fiscal, l'agente des groupes de travail régionaux et l'adjointe aux programmes ont organisé, en collaboration avec les membres du FAC, plusieurs causeries-midis et autres activités d'apprentissage. Notons par exemple la causerie-midi d'Avocats sans frontières et d'Entraide universitaire mondiale du Canada sur l'accès à la justice pour les Maliennes ainsi que la rencontre organisée par le Congrès du travail du Canada avec son coordonnateur VIH au Nigeria. Durant l'assemblée du FAC tenue les 9 et 10 juin, Pierre Kadet (CARE Canada), Radios rurales internationales et le conférencier Stephen Muchiri ont donné une présentation sur les initiatives d'adaptation aux changements climatiques en Afrique.

Les membres sont invités à communiquer avec l'agente des groupes de travail régionaux pour proposer un conférencier ou un thème. Il faut toutefois garder en tête que le contenu de ces activités doit être produit par les membres.

Si une activité d'apprentissage porte sur un thème transversal, elle peut être organisée conjointement avec les autres groupes de travail.

iii. Atelier de stratégie parlementaire (22 novembre 2016)

En partenariat avec le CCCI, l'agente des groupes de travail régionaux propose d'organiser un

atelier de stratégie parlementaire, qui fournirait aux membres du FAC et des autres groupes de travail les outils nécessaires pour organiser des rencontres efficaces avec les députés. Il pourrait par exemple porter sur : la sollicitation de rencontres avec les parlementaires; l'utilisation judicieuse du courriel, des lettres et des pétitions en ligne; l'utilisation avantageuse des questions inscrites au feuillet, des pétitions parlementaires, des audiences de comité ainsi que des bulletins d'information et lettres d'opinion des députés; la préparation aux rencontres; la production de notes d'information et de documents à laisser après la rencontre; la présentation convaincante de l'enjeu durant la rencontre; et la création de liens et d'alliances durables avec des députés travaillant sur de grandes questions de développement. Après l'atelier, le FAC pourrait organiser une journée sur la Colline avec les députés affectés aux dossiers africains – particulièrement ceux de l'Association parlementaire Canada-Afrique.

iv. Atelier sur les médias sociaux pour les groupes de travail régionaux (nouveau 2016)

Ce webinaire portera sur la nouvelle stratégie de communication des groupes de travail et aidera leurs membres à tirer parti des outils associés.

Le webinaire sera divisé en quatre segments :

- 1) Communications du CCCI et des groupes de travail régionaux (INTERNE)
- 2) Communication entre les membres (INTERNE)
- 3) Sensibilisation et revendication (EXTERNE)
- 4) Période de questions

vii. Atelier sur l'approche fondée sur les droits de la personne en Asie, en Afrique et en Amérique (Janvier 2017)

De plus en plus de praticiens internationaux adoptent une approche fondée sur les droits de la personne (AFDP). L'atelier vise à donner aux participants des outils de base qui les aideront à intégrer une AFPD et un modèle de partenariats équitables aux projets de leur organisation. Les participants apprendront non seulement à connaître les principaux éléments de ces principes, mais les mettront également en pratique en élaborant un plan visant leur intégration aux programmes de leur organisation. L'activité pourrait aussi comprendre une discussion entre les membres sur la façon d'inciter les décideurs à se pencher sur la question.

viii. Autres activités d'apprentissage

Les activités d'apprentissage sont organisées au gré des propositions et des initiatives des membres du FAC. Ces derniers obtiennent le soutien de l'agente des groupes de travail ou de l'adjointe aux programmes pour leur mise sur pied.

3) Recherche et analyse

Par le passé, la direction des différents projets de recherche revenait aux coordonnateurs du FAC, en collaboration avec leurs collègues du CCCI, même si la recherche et la rédaction étaient en grande partie réalisées par le personnel des groupes de travail. Dans la nouvelle structure, les

initiatives de recherche et d'analyse doivent plutôt être dirigées par les membres. L'agente des groupes de travail régionaux et l'adjointe aux programmes peuvent aider à organiser les rencontres et à coordonner le travail de rédaction, mais ne peuvent ni diriger ni effectuer la recherche ou la rédaction, car les ressources sont limitées.

Nous encourageons les membres du FAC à proposer des projets de recherche distincts, bien définis, circonscrits dans le temps et assortis d'objectifs stratégiques clairs. Une fois le projet approuvé par le Comité de coordination, une équipe de rédaction sera formée, et l'agente contribuera à la coordination du travail de recherche. Si le projet porte sur un thème transversal, nous évaluerons la possibilité de nous adjoindre les deux autres groupes de travail.

En 2015-2016, les groupes de travail régionaux ont travaillé conjointement à un projet de recherche sur le commerce, l'investissement et les droits de la personne. Cette collaboration a mené à la publication d'un rapport, intitulé *[Quels droits protégeons-nous?](#)*, puis à la tenue d'un événement public, le 7 juin 2016, visant à provoquer le débat sur ce thème transversal. Ce projet a fait appel à un comité directeur particulièrement dévoué, a été sous-traité à un expert-conseil, et a pris plus d'un an à réaliser.

4) Dialogue et consultation

Rencontres

En décembre 2015, le FAC a organisé une importante rencontre avec Affaires mondiales Canada pour discuter de sept thèmes : prévention des conflits et développement ; sécurité alimentaire ; égalité des sexes et autonomisation économique des femmes ; changements climatiques et justice environnementale ; innovation pour la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants ; rôle du secteur privé dans le développement ; et développement des compétences et éducation. Le 10 mai 2016, en partenariat avec la Coalition canadienne pour le climat et le développement et le Groupe canadien de réflexion sur la sécurité alimentaire, le FAC a tenu une rencontre de suivi avec AMC, pendant laquelle les parties ont discuté de manière ouverte et approfondie des changements climatiques. Et les occasions de poursuivre ces échanges sont nombreuses vu l'examen de la politique d'aide internationale et les changements qui s'ensuivront, et vu la préparation par le gouvernement d'un nouveau cadre politique en vue du prochain budget fédéral. Ces rencontres doivent être au cœur de la planification stratégique en 2016-2017.

Durant l'assemblée des 9 et 10 juin, les membres ont soutenu que le FAC doit maintenir un dialogue institutionnel continu avec AMC. Ce dialogue ne doit pas seulement prendre la forme de consultations ponctuelles sur des dossiers précis, mais aussi donner lieu à des rencontres régulières sur divers enjeux. Il doit faire intervenir des représentants d'AMC et des députés, soulever des problèmes structurels et inciter à la création d'une politique étrangère cohérente. Enfin, il doit inclure les groupes de la diaspora africaine et s'appuyer sur les tables rondes existantes.

i. Dialogue avec le secteur de l'Afrique à AMC

Comme AMC lancera probablement sa politique d'aide internationale au début 2017, nous croyons qu'il serait pertinent d'organiser une autre rencontre avec son secteur de l'Afrique à la fin du présent exercice fiscal, après la publication de cette nouvelle politique. Cette rencontre devrait

réunir des représentants du secteur et quelques spécialistes des thèmes transversaux. Nous planifions organiser cette réunion de dialogue durant le colloque en mai 2017.

ii. Rencontre avec l'Association parlementaire Canada-Afrique

Le FAC doit envisager de rencontrer les députés qui travaillent sur les dossiers africains et l'Association parlementaire Canada-Afrique en 2016 ou en 2017. Des membres suggèrent aussi d'inclure d'autres coalitions et réseaux, ainsi que les ambassades africaines et le secteur privé. Voir la section 2 ci-dessus, « Activités d'apprentissage ».

5) Plaidoyer

La question des conséquences de l'industrie extractive sur les droits de la personne, de l'environnement et des peuples autochtones est cruciale pour de nombreux membres des groupes de travail régionaux. Le GOPA s'est par exemple doté d'une position de principe sur le sujet et a multiplié les rencontres avec les décideurs dans les dernières années. Pour sa part, le sous-groupe du GTAP sur les Philippines cherche actuellement un stagiaire qui effectuera des recherches à propos des conséquences du secteur minier canadien sur ce pays. Enfin, plusieurs membres du FAC contribuent activement au dossier par l'action militante et l'échange de connaissances.

Les membres des trois groupes de travail régionaux ont été sondés lors des assemblées du printemps, et le résultat est clair : on veut travailler collectivement sur cet enjeu.

Le Réseau canadien sur la reddition de compte des entreprises (RCRCE) est aux premières lignes de cette bataille ; il y travaille depuis les dix dernières années et a récemment lancé la campagne *Une affaire de justice*. Cette campagne réclame la création d'un poste d'ombudspersonne indépendant ainsi qu'un meilleur accès aux tribunaux canadiens pour les populations touchées par l'industrie extractive à l'étranger. Plusieurs membres des groupes de travail font aussi partie du RCRCE.

Le dossier jouit d'un bel élan : le Parti libéral du Canada a ajouté la question de l'ombudspersonne à sa dernière plateforme électorale et envisage de réformer sa stratégie en matière de responsabilité des entreprises.

En octobre, le RCRCE présentera son projet de loi sur la création d'un poste d'[ombudspersonne indépendant](#) au Canada; l'engagement du public formera alors une partie importante de sa campagne. Les groupes de travail régionaux peuvent l'aider à faire pression sur les députés et le gouvernement fédéral pour l'adoption d'une loi. Leur expertise en la matière dans leurs régions respectives peut servir à amplifier la voix de la société civile dans cette lutte pour une responsabilisation accrue. Leurs membres peuvent rencontrer les députés et les représentants du gouvernement, diffuser leurs connaissances sur les entreprises canadiennes en activité en Afrique, en Asie-Pacifique et en Amérique, et rédiger des lettres d'opinion faisant valoir les points de vue régionaux.

6) Communications et sensibilisation

En plus de la liste de diffusion en ligne qui permet la communication entre les membres, le FAC et le GTAP publiaient auparavant un bulletin d'information où ils diffusaient des renseignements sur les plans de travail, les pratiques exemplaires, les événements tenus au Canada et dans le monde, les progrès et les publications dans leurs régions respectives, et l'actualité du secteur en général.

À présent, nous entendons donner suite à diverses initiatives existantes, mais aussi proposer de nouveaux outils pour la communication interne et externe, la diffusion d'information et la promotion de nos activités. Grâce à ces outils, nos messages seront plus faciles à gérer, plus conviviaux et – nous l'espérons – plus efficaces. Ainsi, au lieu de produire un bulletin, nous suggérons d'échanger nos renseignements sur les événements et les régions au moyen d'un [calendrier partagé](#) et des médias sociaux.

Ces nouveaux outils serviront à :

- 1) assurer une communication efficace et limpide des équipes de coordination du CCCI et des groupes de travail vers les membres;
- 2) diffuser de l'information sur les groupes de travail et renforcer la promotion des événements de nos membres;
- 3) améliorer la communication entre les membres des groupes de travail;
- 4) faire retentir plus fort à l'oreille des décideurs la voix et les projets de nos membres.

i. Calendrier (nouveau)

Nous proposons tout d'abord l'utilisation d'un calendrier Web partagé, convivial et interactif sur la plateforme [Teamup](#). Les trois groupes de travail pourront l'utiliser, mais aussi filtrer les événements par région. Ce calendrier donnera donc une vue d'ensemble des activités en cours dans le monde et les régions, tout en permettant aux membres de voir les réunions prévues pour leur groupe de travail et, ainsi, d'éviter les conflits d'horaire.

ii. Twitter (nouveau)

Auparavant, les coordonnateurs du GTAP et du FAC produisaient chaque mois un bulletin d'information pour les membres. Dans le contexte actuel, l'agente des groupes de travail pourrait produire un bulletin conjoint pour les trois groupes. Toutefois, cet exercice est très chronophage et, selon les commentaires reçus, les bulletins ne sont pas toujours lus attentivement. C'est pourquoi nous suggérons plutôt d'opter pour les médias sociaux : ces canaux nous permettront de faire connaître aux membres les événements majeurs, les développements et les publications de chaque région de façon plus efficace et agréable. Voici ce que nous proposons :

- Publier plusieurs fois par semaine des gazouillis au nom de chaque groupe de travail.
- Dans la mesure du possible, mentionner dans chaque gazouillis le nom d'utilisateur de l'organisation pour inciter cette dernière à aimer et à retransmettre la publication. Nous mentionnerons aussi les noms d'utilisateur des ministères et des députés pour que nos messages et nos enjeux se retrouvent sur leur radar (et pour profiter de leur retransmission s'ils appuient notre point de vue).
- Utiliser le compte Twitter du CCCI, qui compte présentement 2 800 abonnés.
- Ajouter à chaque gazouillis un mot-clic personnalisé identifiant le groupe de travail concerné.
- Voici les mots-clics proposés pour les gazouillis personnalisés :

#CCICAmericas	#CCCIAmérique	#CCICAPG	#CCCIGOPA
#CCICAfrica	#CCCIAfrique	#CCICACF	#CCCIFAC
#CCICAsiaPacific	#CCCIAsiePacifique	#CCICAPWG	#CCCIGTAP

Cette stratégie Twitter a pour but de 1) permettre des échanges plus nombreux, dynamiques, faciles à gérer et agréables entre les membres, tout en augmentant la visibilité des événements publics, dossiers et campagnes des groupes de travail; et 2) faire connaître ces événements, dossiers et campagnes par les membres de ces groupes.

Cette stratégie repose sur la supposition que les membres (et pas seulement leurs organisations) sont présents sur les médias sociaux – à la fois sur Twitter et sur Facebook.

iii. Facebook (nouveau)

Toujours pour accroître la visibilité des événements publics, dossiers et campagnes des groupes de travail, nous proposons la stratégie Facebook suivante :

- Faire plusieurs publications par mois au nom de chaque groupe de travail.
- Dans la mesure du possible, identifier le membre dans chaque publication pour l'inciter à l'aimer et à la partager.
- Utiliser le compte Facebook du CCCI, qui cumule 2 500 mentions « J'aime » en date d'août 2016.
- Ajouter à chaque publication un mot-clic personnalisé identifiant le groupe de travail concerné.
- Voici les mots-clics proposés pour les publications personnalisées :

#CCICAmericas	#CCCIAmérique	#CCICAPG	#CCCIGOPA
#CCICAfrica	#CCCIAfrique	#CCICACF	#CCCIFAC
#CCICAsiaPacific	#CCCIAsiePacifique	#CCICAPWG	#CCCIGTAP

Cette stratégie vise à augmenter la visibilité des événements publics, dossiers et campagnes des groupes de travail.

iv. Gabarit et outils de courriel (nouveau)

Pour permettre une communication claire entre les membres et les équipes de coordination du CCCI et des groupes de travail, nous avons ouvert un compte auprès de l'agence de marketing par

courriel [MailChimp](#). Grâce à celui-ci, nous avons donné une image plus professionnelle à nos courriels et uniformisé les communications des groupes de travail. Nous obtenons même des analyses sur l'efficacité de nos envois aux membres (nombre d'ouvertures et de clics, popularité des liens, etc.).

v. Autres outils de communication en ligne (nouveaux et existants)

Voici une brève description des outils de communication en ligne que nous prévoyons utiliser pour la promotion des événements publics, des campagnes et des actions militantes des groupes de travail :

Liste de diffusion externe : Chaque groupe de travail aura sa propre liste de personnes-ressources et d'alliés avec lesquels il pourra communiquer.

Dépliant : Nous avons créé un nouveau dépliant pour mieux faire connaître nos trois groupes et leurs actions. [Admirez-le ici!](#)

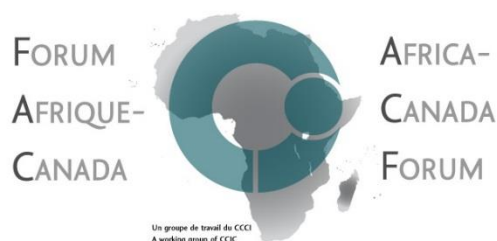
Development Unplugged, le blogue du CCCI sur The Huffington Post : Nous y publierons les lettres d'opinion des groupes de travail, que nous relayerons aussi sur les médias sociaux. [Jetez-y un coup d'œil!](#)

Bulletin Flash! du CCCI : Cette publication mensuelle servira à présenter les événements, les dossiers et les campagnes des groupes de travail. [Cliquez ici pour lire le dernier numéro!](#)

Compte Flickr du CCCI : Nous utiliserons cette tribune pour publier des albums photo de nos événements et pour présenter facilement des ressources de communication à nos membres. [Voyez un exemple ici!](#)

Chaîne YouTube du CCCI : Sur cette plateforme, nous mettrons en ligne les vidéos des groupes de travail qui seront en lien avec une campagne précise. [Visionnez-les ici.](#)

Site Web du CCCI : Nous préparons actuellement une refonte complète du site qui touchera autant son contenu que son image et sa structure. Les groupes de travail y seront bien représentés : chacun aura sa propre page, et on accédera facilement à ses documents et à ses activités.



MANDAT DU COMITÉ DE COORDINATION DU FORUM AFRIQUE-CANADA

Le Comité contribue à l'orientation politique et stratégique du Forum Afrique-Canada (FAC) et fournit des idées, des conseils et des commentaires à l'agente des groupes de travail régionaux et à l'adjointe aux programmes.

Membres

Le Comité se compose de deux coprésidents, d'une trésorière, d'un membre du personnel du Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI) et d'autres membres intéressés du FAC. Le nombre de sièges n'est pas limité, et tout membre du FAC peut se joindre au Comité à tout moment de l'année.

A. Coprésidents du Comité

La présidence du FAC est partagée entre deux personnes. Siégeant automatiquement au Comité de coordination, les coprésidents occupent les mêmes fonctions que les autres membres (voir ci-dessous), en plus des suivantes :

- offrir de judicieux conseils à l'agente des groupes de travail régionaux et à l'adjointe aux programmes sur les questions qui concernent le groupe;
- signer les communications officielles du FAC;
- présider les assemblées des membres du FAC et les réunions du Comité.

B. Rôle des membres du Comité

- La trésorière aide l'adjointe aux programmes à élaborer le budget du FAC, envoie les demandes de promesses de dons et de contribution financière aux membres et présente le budget lors des assemblées.

Tous les membres du Comité doivent :

- donner des conseils sur l'élaboration du plan de travail annuel du FAC et l'exécution des activités connexes;

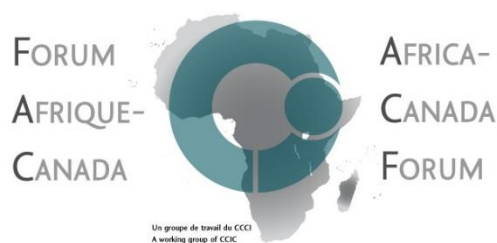
- donner au besoin leurs commentaires à l'agente des groupes de travail régionaux et à l'adjointe aux programmes sur les questions et les décisions importantes; l'agente et l'adjointe sollicitent généralement ces commentaires environ toutes les trois semaines par courriel, et toutes les six semaines par téléphone;
- répondre aux demandes d'avis de la coordonnatrice sur les dossiers qui intéressent le FAC;
- participer aux réunions du Comité;
- examiner les demandes de signature de lettres et d'autres documents par le FAC et présenter des recommandations au groupe;
- aider au recrutement de nouveaux membres et au retour d'anciens membres du Comité;
- remplacer les autres membres lorsque ceux-ci ne sont pas en mesure de remplir leurs fonctions pour cause de déplacement;
- évaluer le travail de la coordonnatrice du FAC;
- évaluer les candidatures de membres potentiels et présenter des recommandations au groupe.

C. Durée du mandat

Les membres du Comité s'engagent pour une période d'un an, et les coprésidents assurent la direction à tour de rôle. Il est important que les membres du FAC se relaient au sein du Comité. Tous les membres étant bien occupés par leurs organisations et leurs programmes, notre travail collectif sur le rôle du Canada en Afrique ne saurait évoluer sans la contribution cruciale du Comité. Pour que le FAC demeure dirigé par ses membres, l'agente des groupes de travail régionaux doit pouvoir compter sur les commentaires et les conseils réguliers d'un noyau de membres fidèles.

D. Réunions du Comité

- Le Comité se réunit une fois par mois (par téléconférence, par appel vidéo ou en personne), ou plus au besoin.



CALENDRIER DES ACTIVITÉS 2016-2017

1. RENCONTRE ANNUELLE

9 et 10 juin, 2016 : Rencontre annuelle du FAC à Ottawa

Mai 2017 : Colloque annuel du FAC

2. ACTIVITÉS D'APPRENTISSAGE

Causeries-midis

- Mars 2016: Diner avec Oumou Diallo sur l'accès à la justice pour les femmes en Afrique (en partenariat avec les avocats sans frontières et l'EUMC)
- Juillet 2016: Diner-causerie avec la coordonnateur du programme SLC du VIH / sida au Nigéria, Esther Ogunfowora
- Septembre 2016: Diner sur «La sécurité routière dans les pays en développement: un défi important pour atteindre l'objectif Santé au sein des ODD» avec Eric Remacle, Handicap International
- Nov. 2016: Diner avec experts africains sur l'agriculture et la sécurité alimentaire durables en collaboration avec le Canadian Foodgrains Bank et l'Association canadienne des coopératives
- Nov. 2016: Panel sur l'accès des filles à l'éducation ou au mariage précoce en collaboration avec Vision Mondiale à Mississauga

Webinaire/Atelier

- 22 novembre 2016: Atelier sur la Stratégie parlementaire suivit d'une réunion du FAC en après-midi
- 9 nov. 2016: Conférence / Webinaire sur la santé et les droits sexuels et reproductifs, les adolescents et les jeunes femmes en collaboration avec ICAD.

3. REUNION DE DIALOGUE ET CONSULTATION AVEC AFFAIRES MONDIALES CANADA

- 10 mai 2016: réunion de la coalition C4D avec Tracy Sonny de l'Alliance pan Africaine pour la justice climatique au bureau de l'USC
- 10 mai 2016: Diner-causerie avec Tracy Sonny pour les fonctionnaires dèAMC

- 10 juin 2016: Rencontre de consultations d'AMC sur l'EAI à Ottawa sur le thème des femmes, la paix et la sécurité en collaboration avec la coalition *Women, Peace and Security Network*

4. RÉUNIONS AVEC LES DÉPUTÉS ET LES COMITÉS PERMANENTS

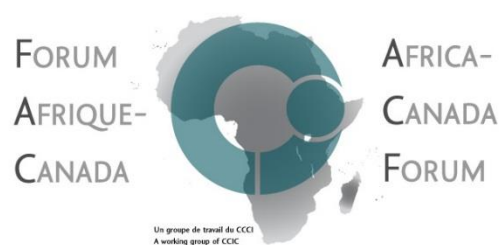
- 27 octobre 2016: Audience auprès du Comité du commerce international sur le PPT avec Inter Pares
- Février 2017: Rencontre avec les coprésidents de l'Association parlementaire Canada-Afrique, le député Robert Oliphant et le sénateur Raynell Andreychuk (à confirmer)

5. ÉVÉNEMENTS SPÉCIAUX / CAMPAGNE / PLAIDOYER

- 7 juin 2016: Forum public sur le commerce, l'investissement et les droits de la personne à l'Université d'Ottawa
- Août 2016: Présence au FSM 2016 à Montréal en représentation du FAC
- Novembre 2016: Participation à la campagne pour un bureau d'Ombudsman en collaboration avec le RCRC (Lancement de la nouvelle loi)

6. PUBLICATIONS ET AUTRES DOCUMENTS ASSOCIÉS

- Février 2016: Rapport conjoint entre les trois groupes des travail sur l'investissement et les droits de l'homme «Les droits de qui protégeons-nous?»
- Mai 2016: Termes de référence pour le CoCo (comité de coordination) du FAC
- Septembre 2016: Plan d'action du FAC
- Juillet 2016: Contribution à la soumission du CCCI lors des Consultations sur l'EAI d'AMC



MEMBRES DU FORUM AFRIQUE-CANADA 2016 - 2017

Africa Study Group (ASG) / Groupe de réflexion sur l'Afrique (GRA)
Aga Khan Foundation Canada
Canadian Feed the Children
Canadian Labour Congress (CLC) / Congrès du travail du Canada (CTC)
CECI
CODE
Crossroads International/Carrefour International
Development and Peace / Développement et paix
Equitas
Foodgrains Bank
Grandmothers Advocacy Network
Handicap International
Inter Pares
Jane Goodall Institute of Canada
KAIROS Canada
Leger Foundation / L'œuvre Léger
Mennonite Central Committee Canada (MCC)
MiningWatch
Oxfam Canada
Oxfam Québec
Partnership Africa Canada (PAC)
Presbyterian World Service and Development
UNIFOR
United Church
USC Canada
World Vision
WUSC / EUMC